

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-ferrand

Clermont-ferrand, le 22/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZINQ AUVERGNE

ZI du Pont Panay
BP 34
03500 Saint-Pourçain-Sur-Sioule

Références : -
Code AIOT : 0005600090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2024 dans l'établissement ZINQ AUVERGNE implanté LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'inspection a été annoncée le 24/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est réalisée afin de procéder au récolement de la non conformité relevée lors d'une visite en date du 29 mars 2023 : les rétentions en béton dans le local dédié au stockage des produits chimiques sont partiellement abimées, le revêtement d'étanchéité de leurs parois est dégradé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ AUVERGNE

- LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule
- Code AIOT : 0005600090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ZINQ Auvergne appartient au groupe allemand ZINQ, un des premiers groupes de galvanisation en Europe.

L'établissement est présent à St Pourçain/Sioule depuis 1978 et compte 130 salariés.

Les outils de production, un ensemble de cuves de décapage des aciers et un bain de zinc fondu de 16 mètres de longueur, permettent de galvaniser environ 50 000 tonnes de pièces par an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entretien de la rétention et gestion des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rétentions du local de stockage des produits chimiques sont à nouveau dans un état satisfaisant au regard des dispositions réglementaires en matière d'étanchéité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien de la rétention et gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des produits chimiques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 03/07/2023
Prescription contrôlée : <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. A défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.</p>

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

Les rétentions des acides entreposés dans le bâtiment dédié ont été entièrement étanchéifiées par de la résine.

Un rapport d'exécution de la société ayant réalisé les travaux a été adressé par l'exploitant à l'inspection par courriel en date du 27/06/2024.

La non conformité relevée lors de l'inspection du 29/03/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite